

Le statut de l'Algérie. Effets pervers du double collège

Par Rene Mayer

La France ayant décidé de ne ni faire disparaître la population autochtone (comme cela s'est produit dans d'autres colonies de peuplement (Amérique du Nord, Australie...) ni de l'assimiler et notamment de la convertir au christianisme, la préoccupation majeure de la population européenne et des Pouvoirs publics français fut toujours : comment éviter que la minorité européenne soit submergée par le nombre et même soit massacrée ou forcée à l'exode ("la valise ou le cercueil")?

Contre ce danger, les Français, impénitents juristes, érigèrent une barrière de papier : le double Collège électoral.

Chacun chez soi. Les Européens et les quelques Autochtones qui ont bien voulu renoncer à leur statut personnel voteront dans le Premier Collège. La plus grande part des Autochtones musulmans qui auront tenu à conserver leur statut personnel (en gros la Charia) voteront dans le Second Collège. Les deux collèges auront un nombre égal d'élus. Les présidences (de l'Assemblée algérienne et des Conseils généraux) alterneront et seront détenus tantôt par un élu du Premier Collège et tantôt par l'un du Second. Ainsi les Européens disposeront-ils au moins d'un droit de *veto* et éviteront-ils d'être écrasés par le nombre. Gouvernement, Parlement et population européenne crurent détenir la solution.

En réalité, cette disposition du Statut de l'Algérie la fit accuser d'être inique. C'était doublement une faute politique. D'une part, on y vit un scandale : une voix européenne équivalait à dix voix musulmanes ! Quelle inégalité ! Ce qui avait été conçu comme une protection des uns fut rapidement perçu comme un déni de justice au détriment des autres. L'Algérie fut déconsidérée aux yeux du Monde (même et surtout en Amérique) et faussement assimilée à l'Afrique du Sud. On accusa, on accuse encore parfois l'Algérie française d'avoir pratiqué l'*apartheid* alors qu'aucune discrimination ethnique ou culturelle n'y sépara jamais les différentes populations.

C'était là le premier aspect de ce qui fut, sur le plan conceptuel, une faute politique.

Le second aspect n'a jamais été dénoncé alors qu'il a probablement joué un rôle encore plus néfaste que le premier. La séparation des électeurs en deux collèges favorisa les extrêmes et handicapa terriblement l'émergence d'une Troisième force.

Contrairement à ce qui a fréquemment été soutenu, cette Troisième force existait dans les esprits. On peut même soutenir qu'elle était majoritaire dans l'opinion. La plupart des Européens étaient conscients que l'Algérie devait politiquement évoluer. A part les "Ultras" dont il est difficile de mesurer le nombre exact, ils y étaient même bien souvent disposés. Ce n'est pas ici le lieu de présenter une monographie de la Troisième force parmi les Européens. La place manque. Mais ceux-ci étaient disposés à faire aux Musulmans la place qui leur revenait à une condition impérative : que leur sécurité et celle de leurs familles soit assurée.

La fameuse fraternisation du Forum que tant de bons esprits ont aussitôt dénoncée comme étant "artificielle", traduisit au contraire et conjugua les aspirations les plus profondes des deux parties.

L'Armée en fut en effet l'architecte. Mais pas du tout comme on l'a basement prétendu, en allant ramasser plus ou moins de force les populations de banlieue et les prostituées des quartiers réservés. Encore l'un de ces mensonges qui mérite de concourir au florilège déjà très disputé des contrevérités médiatiques sur l'Algérie au temps des Français !

Non. Ce jour-la, j'étais sur le Forum. J'y ai usé plusieurs bobines de films. D'un seul coup, l'Armée a transformé le rêve en réalité, faisant converger les attentes des deux

parties. Les Français-Musulmans désiraient bénéficier de la considération, du respect et de l'égalité avec les Européens. L'Armée s'est engagée à les leur fournir. Les autres, les Européens voulaient la sécurité. Personne n'était plus crédible que l'Armée française pour leur promettre de l'établir. Un accord mutuel a donc, durant quelques heures ou quelques jours, paru à portée de la main.

Ce jour de fraternisation sur le haut lieu de l'Algérie qu'était le Forum d'Alger, le comportement de l'Armée a été proprement révolutionnaire. À la campagne, elle avait déjà en grande partie réussi à atteindre ses objectifs de paix grâce aux SAS. C'est d'ailleurs probablement dans les SAS que, par son action économique et sociale, elle a pris goût à une action qui n'était plus seulement l'exercice de la force armée (telle que les Américains tentent plus ou moins vainement de la déployer de nos jours en Afghanistan) mais une action globale, à la fois éducative, sociale, économique et de santé publique, qui devait nécessairement déboucher un jour sur une action politique.

Deux forces antagonistes mais complices, l'extrémisme du "groupe d'Oujda" et la volonté gaulliste d'orienter la France dans une tout autre direction, vers un rôle utopique de jeu de bascule entre les deux Supers-Grands, allaient en quelques mois et malgré sa victoire sur le terrain, obliger l'Armée à renoncer à atteindre des objectifs qui lui étaient apparus à portée de la main.

Il a manqué à l'Algérie un Mandéla pour saisir occasion qui s'est présentée lors de la fraternisation du Forum.

Mais comment un Mandéla aurait-il pu émerger du système du double collègue ?

Dans les deux camps, celui-ci donnait l'avantage aux surenchères des extrémistes. En revanche, les modérés qui auraient pu recueillir des voix dans les deux communautés en étaient empêchés par la cloison étanche érigée entre les deux collèges. Il structurait un fossé que les nationalistes partisans de l'action armée et du terrorisme urbain allaient chercher à élargir.

L'assassinat du neveu de Ferhat Abbas et les tentatives d'assassinat du député apparenté socialiste Benbahmed ainsi que de plusieurs autres personnalités modérées moins connues le 20 août 1955 à Constantine, ainsi qu'un peu plus tard l'assassinat du sénateur de Kabylie Benhabylès, furent la traduction sur le terrain de la volonté des extrémistes du FLN de ne laisser aucune chance à une Troisième force d'émerger.

Rene Mayer

Octobre 2008